

Mutations sur l'océan Indien

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **121 (1976)**

Heft 7

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344030>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Mutations sur l'océan Indien

par le colonel Fernand-Thiébaud Schneider

L'océan Indien, devenu la route du pétrole, après avoir été si longtemps celle des Indes et de l'hégémonie britannique, connaît actuellement une importance géopolitique et géostratégique jamais atteinte au cours de son histoire.

Sur les débouchés et les rives de cette artère vitale pour la vie économique et la sécurité de tout le monde occidental, trois secteurs méritent toute notre attention :

- Le Proche-Orient,
- Le sous-continent indien et les confins inter-océaniques,
- Les façades sud et est de l'Afrique.

LES DEBOUCHÉS PROCHE-ORIENTAUX DE L'OCÉAN INDIEN

Ils se situent, les uns sur la mer Rouge, les autres sur le golfe Persique, considéré d'ailleurs par la plupart des riverains comme le « golfe arabe »¹. Les premiers ont constitué une « zone chaude » au lendemain de la deuxième guerre mondiale. L'expédition franco-britannique de Suez a été ici la dernière intervention des deux puissances ex-coloniales du Proche-Orient, bloquée, la veille d'un imminent succès total, par l'intervention solidaire des Russes et des Américains.

Quant à la récente guerre israélo-arabe de 1973, elle a été arrêtée par l'intercession des deux Grands, après avoir failli déboucher sur un conflit généralisé. Seule l'attitude énergique du président Nixon a empêché alors, de justesse, l'arrivée des quatre divisions soviétiques, déjà prêtes à s'envoler des aérodromes de l'URSS, pour être engagées sur le théâtre d'opérations proche-oriental.

Depuis, l'Amérique et l'Union Soviétique se sont efforcées d'obtenir ici, à défaut d'une paix véritable, du moins un état de non-guerre, régle-

¹ A signaler, à ce sujet, la récente menace de l'Iran de « reviser ses relations » avec les Etats riverains, si l'« Agence de presse du golfe arabe » envisagée était créée sous cette appellation.

menté et surveillé. La réouverture du canal de Suez est l'un des résultats de leurs tractations. Mais, tout compte fait, elle profite surtout à l'URSS. Car, par cette voie, qui doit être élargie et approfondie, des possibilités nouvelles s'offriront à la marine russe, dont les navires, grâce au Canal des Cinq Mers, pouvaient déjà passer de la mer Blanche et de la Baltique, d'une part, à la mer Noire et à la mer d'Azov, de là à la Méditerranée, de l'autre. Voici que, de celle-ci, ils seront à même d'atteindre l'océan Indien. Quelle souplesse pour des opérations dans ce dernier, désormais susceptible d'être rejoint par des formations venant du Nord ou de l'Est...

Par contre, pour les Occidentaux, la réouverture du canal ne présente plus le même avantage que la situation antérieure. Car, favorisés par la fermeture de cette voie, les grands pétroliers se sont multipliés et modernisés. Si bien qu'ils assurent maintenant le ravitaillement en pétrole à meilleur prix par la route du Cap que les petites unités par celle de Suez.

Quoi qu'il en soit, c'est bien l'Union Soviétique qui est actuellement la grande puissance la plus proche de l'océan Indien. La situation au Proche-Orient serait encore plus défavorable à l'Occident si l'Egypte était devenue un satellite de l'URSS. Fort heureusement, comme l'explique si bien Benoist Méchin dans son récent ouvrage ¹, le roi d'Arabie a su persuader le président Sadate de chercher sa voie dans un rapprochement avec les Etats-Unis, tout en se distançant de la Russie. A vrai dire, le Raïs avait bien été élu à son poste précisément parce qu'il n'était inféodé ni à Moscou, ni à Washington. Et, dès 1972, le renvoi de 18 000 « conseillers » soviétiques à Moscou a bien marqué la réorientation intervenue au Caire.

Il n'en demeure pas moins que l'URSS maintient en permanence une escadre rouge en Méditerranée, où elle surveille la 6^e flotte américaine, tout en jouissant de facilités portuaires dont ne bénéficient pas les forces des USA. La position russe est d'ailleurs valorisée, sur le flanc sud du dispositif atlantique, du fait de l'actuel différend gréco-turc.

Toutefois, l'influence soviétique est quelque peu contrariée par la politique méditerranéenne française, appuyée notamment par la Tunisie et l'Egypte. Paris maintient en outre d'excellents rapports avec tous les Etats arabes du Proche-Orient, à qui elle fournit notamment des Mirage.

L'*Amérique* prodigue maintenant son aide à la fois aux Israéliens et

¹ Cf. « Fayçal d'Arabie », de Benoist-Méchin (Editions Albin Michel).

aux Arabes. Si bien que la Russie est en quelque sorte condamnée à pratiquer, elle aussi, une sorte de politique de compromis. C'est là, de sa part, une réorientation sensible.

Car auparavant Moscou fournissait aux adversaires d'Israël une aide telle que ceux-ci fussent en état de poursuivre la guerre, sans cependant pouvoir la gagner. En effet, une victoire arabe eût dégagé les pays musulman en cause de leur dépendance vis-à-vis de Moscou. D'autant plus qu'en fait l'Islam est difficilement conciliable avec le marxisme, du moins pour les orthodoxes de la doctrine traditionnelle.

A vrai dire, l'URSS ne pouvait pas souhaiter davantage un élargissement du conflit, car M. Brejnev a été impressionné par l'attitude du président Nixon, lors de l'alerte d'octobre 1973.

Dans les conditions du moment, elle a donc intérêt à maintenir l'actuelle situation incertaine, mais qui sert malgré tout sa cause ne serait-ce que par la circulation de la flotte russe, instrument de propagande au service de la grandeur soviétique.

Ces faits expliquent aussi le moindre appui donné à *Arafat*. Car ce dernier se bat précisément pour un anéantissement d'Israël, qui ne correspond nullement aux intentions de l'Union Soviétique. Celle-ci, tirant bénéfice du dégagement britannique à l'est de Suez, cherche à s'implanter dans l'ensemble du Proche-Orient. La révolte du *Yémen du nord* a été une excellente occasion, pour elle, d'intervenir dans ce pays, où elle a obtenu des facilités portuaires et, temporairement, une réelle influence, en aidant l'armée républicaine à résister victorieusement à la grande offensive de l'iman Badr. Environ 2 000 conseillers russes avaient été envoyés sur place et des aviateurs rouges avaient participé aux combats. Moscou avait fourni aux gouvernementaux de Sana des armes, des munitions, des véhicules, voire des patrouilleurs et des vedettes lance-torpilles. En outre, un prêt de 65 millions de roubles avait facilité la construction d'une route Hodéidah-Taïz, ainsi que celle d'une cimenterie.

Mais voici que ce pays, revenu au calme, travaille en parfait accord avec l'*Arabie séoudite* et pratique maintenant une politique de la porte ouverte, refusant toute inféodation. Et son réseau routier, construit ou amélioré grâce aux aides russe et chinoise, facilite ici la circulation des hommes et des biens.

En *République démocratique du Yémen*, par contre, l'URSS a acquis sa base navale la plus importante de la partie occidentale de l'océan

Indien. Elle a obtenu des facilités pour son aviation. En dehors d'Aden, Socotra est devenu un centre de télécommunications pour les navires soviétiques croisant dans le secteur. Le Yémen du Sud également a été largement équipé par Pékin. Mais l'URSS a, semble-t-il, quelque peu éliminé les Chinois. Et d'ailleurs ceux-ci, qui soutenaient d'ici les rebelles du Dhofar, n'aident plus ces derniers, combattus par l'Iran, de qui la Chine entend se rapprocher.

— Mais l'*Arabie séoudite* renforce actuellement sa position sur les rives de la mer Rouge. Présidant un pays enrichi par le pétrole, le roi Fayçal, gardien des lieux saints de l'Islam, était devenu le chef spirituel du monde musulman arabe du Proche-Orient.

Quant à la position de la Chine en mer Rouge, elle a été quelque peu détériorée par l'action russe dans le Yémen du Sud et du fait du rapprochement entre le Yémen du Nord et l'Arabie séoudite. Cependant, elle a bénéficié d'une certaine défection du Soudan vis-à-vis de Moscou et du refroidissement des relations russo-égyptiennes.

Mais les événements d'*Ethiopie* ont compliqué la situation régionale. Ils ont suscité les appétits des pays voisins, de la Somalie surtout. Mais, à cause de l'Erythrée, les Etats musulmans ne pouvaient rester neutres, car ils se sentaient solidaires de leurs coreligionnaires révoltés.

Quant à la position française à *Djibouti*, si importante sur le plan stratégique, elle est rendue difficile par les compétitions qui jouent autour du territoire des Afars et des Issas, les somaliennes notamment.

— Dans le *Golfe Persique*, c'est bien l'*Iran* qui domine cette région, productrice de 60% du pétrole mondial et d'où l'Europe tire 60%, le Japon 80% de leurs besoins.

Or, il s'agit là d'une position-clé, aux confins de trois continents. Elle était tenue jadis par la Grande-Bretagne. Mais le retrait opéré par le gouvernement travailliste de M. Wilson a créé ici un vide et ouvert la voie à de nouvelles influences. C'est surtout l'Iran qui est le grand bénéficiaire de la situation nouvelle. Conscient du grand passé de son pays, le shah poursuit une politique impériale, rendue possible par une richesse acquise grâce au pétrole. Le pays est encore insuffisamment équipé. Mais ses ressources lui donneront les deux apanages d'une grande puissance: une infrastructure industrielle de premier rang et un appareil militaire exemplaire. Et déjà, il apparaît comme l'un des potentiels Grands du monde de demain.

En fait, il s'est adressé aux pays occidentaux avancés pour son développement économique, ainsi que pour son armement. 6 000 conseillers américains s'efforcent actuellement de conférer aux forces armées iraniennes — 250 000 hommes environ — les caractéristiques d'un appareil militaire d'avant-garde, dont les matériels sont fournis par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Il est significatif que les concentrations de ces troupes aient été réalisées vers le Sud et vers l'Ouest, après une amélioration des relations entre l'URSS et l'Iran. De même, la marine iranienne s'est portée essentiellement vers la sortie du golfe, dans la région du détroit d'Ormuz, où le shah a affirmé son implantation en annexant les îles d'Abou Moussa, de la Grande et de la Petite Tumb, en 1971. Certes, cette intervention avait alors provoqué une grande émotion chez les émirats du golfe. Mais un rapprochement avec les E.A.U. (Emirats arabes unis) a finalement mis fin à ce différend. Et l'Iran a fait sentir son action en accordant son aide au sultan d'Oman, dans sa lutte contre les rebelles du Dhofar. Il a renforcé sa position en se rapprochant du Pakistan et de l'Inde. Il a procédé à une véritable entente avec l'Irak, au détriment des Kurdes d'ailleurs, qu'il soutenait antérieurement. Mais cet accord permettra au Proche-Orient d'être assez fort pour prévenir une réelle emprise américaine sur la région du golfe. Egalement ont diminué ainsi les chances locales de l'URSS, qui avait cultivé l'espoir de rallier l'Irak au COMECON.

— Bien entendu, l'*Arabie séoudite* ne peut envisager très favorablement la progression vers les pays arabes du Proche-Orient d'une nation qui n'est pas de la race des riverains de la mer Rouge et du Golfe Persique. Mais que peut faire un état de neuf millions d'habitants contre un empire qui en compte plus de trente?

Mais, grâce au pétrole, le royaume islamique du désert pourra, lui aussi, acquérir une infrastructure industrielle exemplaire et une armée moderne, pour laquelle des commandes substantielles ont été passées aux Etats-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne. Ce sont également des conseillers américains qui instruisent les forces séoudiennes, dans l'immédiat seulement 50 000 hommes, peu nombreux à côté des 250 000 Iraniens, dotés des matériels les plus modernes et entraînés par des techniciens USA.

Il n'en demeure pas moins que les subsides fournis à l'Egypte et à la Syrie, par le roi, renforcent la position de l'Arabie séoudite vis-à-vis des

pays arabes, car son souverain reste bien le chef spirituel de ces derniers. Son rapprochement avec le Yemen du Nord, largement aidé par Ryad, les liens établis par le monarque défunt et le président Sadate, une entente avec les Emirats arabes unis lui assurent désormais une position géopolitique indéniable. Si bien que l'Union Soviétique elle-même cherche maintenant à établir avec elle des relations normales.

— Plus au sud, dans le *sultanat d'Oman*, la révolte du Dhofar a été longtemps soutenue par la Chine. Or, celle-ci a cessé son appui aux rebelles, ne voulant pas gêner l'action de l'Iran dans cette région. Car Pékin compte sur le shah pour contenir la poussée soviétique dans le secteur proche-oriental. Et c'est sans doute l'abstention chinoise qui a permis au Sultan Qabous d'annoncer, le 11 décembre 1975, sa « grande victoire » sur les rebelles.

— Mais le fait récent le plus marquant du golfe Persique, c'est l'essor du jeune *Etat des émirats arabes unis* qui groupe désormais les sept principautés du Sud: Abou-Dhabi, Doubaï, Chardja, Adjman, Om-el-Qowain, Ras-el-Kheyma, Foudjeira. Certes, Barheim et Qatar n'ont pas rejoint la fédération et ont préféré leur indépendance totale. Mais les Etats arabes unis ont été admis en cette qualité à l'ONU et à la Ligue arabe. Ils ont été reconnus par tous les pays du golfe à l'exception du Yémen du Sud.

Grâce aux qualités exceptionnelles de son chef, le cheikh Zayed, la fédération a su pratiquer une politique de grand style. D'abord, elle est parvenue à une entente avec l'Iran, dont l'installation dans les trois îles du détroit d'Ormuz a finalement été en quelque sorte légitimée par les relations diplomatiques établies avec Téhéran en 1975. Car le pragmatisme du cheikh Zayed avait estimé devoir aboutir à des rapports normaux entre Abou-Dhabi et Téhéran.

De même, un certain contentieux a été réglé avec l'Arabie séoudite. Certes, le feu roi Fayçal n'avait initialement pas suivi avec sympathie la naissance du rassemblement des émirats qui, à son sens, devaient rester dans la mouvance de Ryad. Mais la substantielle amputation consentie par la Fédération au profit du royaume du désert a permis la reconnaissance diplomatique des Etats arabes regroupés et leur vaut maintenant une certaine liberté d'action efficace sur le plan international.

De même les relations avec Qatar ont été normalisées et un certain contentieux monétaire entre les deux Etats a été réglé à l'amiable. Avec Bahrein et le Koweït des rapports de bon voisinage ont été facilement

établis. Et, dans un proche avenir, une sorte de marché commun arabe pourrait intervenir ici.

Mais ce qui renforce considérablement la position de la Fédération, c'est sa richesse. Ce minuscule Etat de 9 500 km² et de 400 000 habitants est en fait l'un des plus riches pays du monde, car il possède environ 5% des réserves de pétrole du globe. Il devient une entité politique et économique moderne et bien structurée. En dehors des liens plus étroits avec les Etats voisins cités, il entretient de bons rapports avec l'Irak et la Lybie et il a marqué sa sympathie à l'Egypte et à la Syrie, en leur accordant près de deux milliards de dollars pour la reconstruction des villes détruites et le rééquipement de leurs armées.

Cette richesse de la Fédération permet enfin, en dépit des 25% de son produit national brut accordés au tiers monde, de doter ses forces armées, 12 000 à 15 000 hommes, des matériels les plus modernes, fournis par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Plus au nord, le *Koweit* occupe une position économique exceptionnellement forte, car il est le pays aux « 10 000 dollars par habitant ».

A vrai dire, il ne s'agit là que des Koweïtiens proprement dits, qui ne représentent ici que 47% des résidents. En effet, les travailleurs immigrés, attirés par les hauts salaires, ont fini par être plus nombreux que les citoyens nationaux, mais ils sont moins payés que ceux-ci. Et bien des avantages matériels consentis gratuitement aux gens du lieu sont refusés aux étrangers, dont l'accès à la citoyenneté koweïtienne est soumis à des conditions draconiennes. Il y a là un problème intérieur qui, tôt ou tard, créera de graves problèmes.

D'autres difficultés se posent sur le plan économique. Car la richesse subite de ce petit pays consiste en des réserves de pétrole qui seront épuisées normalement dans trente ou quarante ans. Alors, il faut prévoir la période de l'« après-pétrole ». Et, au fond, les responsables de la prospérité koweïtienne ont du mal à formuler des plans précis, car dans l'immédiat ils ne voient pas la possibilité d'investir la totalité des revenus de l'or noir dans d'autres secteurs. Le Koweit cherche donc son salut dans la solidarité arabe, d'autant plus qu'il est le siège de l'OPAEP, de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole. Et, dans l'immédiat, sa solution consiste à la fois dans une limitation des exploitations et une hausse des prix, afin de préserver en quelque sorte le présent et l'avenir.

Un autre problème se présente à l'émirat, celui de ses forces armées, destinées à assurer à ce petit pays, souvent menacé par ses voisins puissants, une certaine indépendance militaire. A cette fin, un plan de sept ans pour la modernisation de ses forces a été établi. Et, pour des raisons tant politiques que techniques, le Koweït s'adresse pour ses matériels à plusieurs fournisseurs: Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Yougoslavie. Il a, par exemple, pris des engagements se montant à plusieurs centaines de millions de dollars envers des fabricants français.

Une modernisation de ses forces, actuellement à peine plus de 12 000 hommes, est prévue. En particulier, pour les forces navales, une flotte de vedettes rapides lance-missiles est envisagée, pour une meilleure défense des îles et de la côte et le Koweït s'est intéressé à un modèle de patrouilleur français. Il tient compte du fait que l'Irak a été doté par l'URSS en vedettes Osa, munies de missiles surface-surface Styx, alors que l'Iran a commandé en France des canonnières rapides pour le golfe Persique.

Les Etats-Unis témoignent un réel intérêt au Koweït et à ses voisins. Mais dans la principauté, on s'interroge sur les conséquences de la normalisation des relations entre l'Iran, l'Irak et l'Arabie séoudite, car ces trois pays dominants de la région ont souvent formulé des revendications contre lui.

Dans ces conditions, un rapprochement entre le Koweït et l'Europe est recherché par l'émir Sabah. C'était là la raison notamment de sa visite à Paris en mai 1975, au cours de laquelle il a été reçu à plusieurs reprises par M. Giscard d'Estaing.

Quant au *Bahreïn*, il a finalement autorisé l'installation d'une base navale américaine. Celle-ci doit jouer un rôle important de liaison au profit de la flotte US du golfe Persique qui, représentée par trois unités seulement, relève du commandement des forces navales d'Europe. Ce dernier étend son autorité jusqu'aux confins occidentaux de l'océan Indien.

Le *Qatar* voisin se classe désormais, lui aussi, dans les pays riches. Mais, avec sa faible population, il éprouve également des difficultés pour son industrialisation. Il forme maintenant, avec les émirats unis, une sorte de front arabe du golfe.

Mais, en dépit de tous ces développements, de l'affirmation de l'Iran, de l'Irak, des diverses principautés, un certain souvenir de l'ère coloniale subsiste ici. Car, incontestablement, le dégageant britannique a laissé

dans le golfe un certain vide, comblé apparemment, mais qui fait renaître encore trop de revendications anciennes, historiquement souvent fondées d'ailleurs. Et, à côté de cette zone chaude, se trouve celle du sous-continent indien et des confins inter-océaniques.

LE SOUS-CONTINENT INDIEN ET LES CONFINS INTER-OCÉANIQUES

Le fait marquant du sous-continent a été la récente victoire de l'*Inde* sur le Pakistan. Car, après son conflit avec la Chine, ce grand pays de 600 millions d'habitants s'était tourné vers l'URSS, dont l'aide lui a permis de triompher.

Depuis, l'*Inde* a fait exploser une bombe atomique et elle a ainsi accru son importance militaire, basée déjà sur une armée d'un million d'hommes et la Cinquième marine du monde. Mais quel prix paie-t-elle l'aide russe? Sans doute en accordant des facilités portuaires à la flotte soviétique. Car, devant prévoir des moyens de réparation et d'entretien de ses sous-marins livrés par l'URSS, comment refuserait-elle leur accès à son fournisseur?

Le *Pakistan*, lui, est soutenu par les Etats-Unis. Son armée est excellente, sa marine en progression. Il s'est rapproché de l'Iran et la Chine a intérêt à le jouer contre l'*Inde*. Il a tenté d'améliorer ses relations avec Moscou, dont l'allié, l'Afghanistan, soutient certaines menées antipakistanaïses aux confins des deux pays. Mais M. Brejnev semble reprocher à M. Bhutto ses bonnes relations avec Pékin et une certaine décomposition du Pakistan favoriserait les visées russes de pénétration sur le golfe Persique et l'océan Indien.

Par contre, Moscou avait fondé des espoirs sur le *Bangladesh*. Or ce pays, l'un des plus pauvres du monde, n'a nullement répondu à cette attente. Mais, si éprouvé, va-t-il du moins trouver un certain renouveau sous la direction des successeurs de Mujibur Rahman? Il est difficile de répondre à cette question, en raison de cette immense misère, qui reste la marque dominante du Bangladesh.

Quant à l'Etat voisin, Ceylan, devenu le *Sri Lanka*, il louvoie entre la Chine, l'*Inde*, l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Mais il n'est pas encore remis des conséquences du soulèvement des étudiants de gauche en 1971.

La *Birmanie*, elle, se sent menacée après l'effondrement du Sud-

Vietnam et après celui du Cambodge, mais la pression qu'elle subit en provenance de la Chine lui vaut l'attention intéressée de l'Union Soviétique.

La *Thaïlande* conserve toujours une certaine base américaine, mais elle tente maintenant de louvoyer entre l'URSS et l'Amérique. A Washington on s'interroge sur le meilleur moyen de garantir la sécurité de ce pays. A vrai dire, le communisme, dans cette région, n'est nullement homogène et l'opposition sino-russe se répercute donc amplement sur ces confins entre deux océans, où l'impérialisme des deux Grands totalitaires l'emporte souvent sur l'idéologie.

Mais c'est surtout la *Chine* qui voudrait dominer ici. Or, bien qu'étant la première nation de son continent, elle ne possède pas encore les moyens militaires gigantesques que nécessiterait une emprise géopolitique, et géostratégique. Pour réussir à ce niveau il lui faudrait devenir l'égale des deux Grands. Et donc notamment disposer d'une puissance navale exemplaire, capable d'affirmer la grandeur chinoise sur ces deux océans où se concentre actuellement l'intérêt politique du monde.

Certes, par le nombre, la marine jaune est la troisième de toutes, mais en quantité seulement. Et, en raison de sa médiocrité, elle serait incapable de porter secours soit à ses amis africains, soit à son alliée d'Europe, l'Albanie.

Or, une certaine modernisation de la flotte chinoise est en cours. L'effort porte notamment sur les sous-marins. Et bientôt la présence de ses sous-marins nucléaires se fera sentir dans l'océan Indien et dans le Pacifique.

Singapour est dans une situation privilégiée et son port est le quatrième du monde. Mais ce petit Etat s'est toujours opposé au fameux projet de transformer l'océan Indien en « zone de paix », par l'interdiction des détroits du secteur aux navires de guerre américains, soviétiques et autres. Car il ne croit pas à la possibilité d'une telle perspective. En effet, les Indes, l'Iran et la Chine accroîtront ou moderniseront leurs flottes, qui, sur la haute mer, s'ajouteront à celles des deux Grands.

Mais il reste peu de chose de l'arrangement des « Cinq », jadis décidés à assurer, par une défense commune, la sécurité de la Malaisie et de Singapour. Or, la Grande-Bretagne retire ses forces locales, à l'exception de quelques éléments de défense aérienne, qui resteront sur place après avril 1976. L'Australie a déjà rapatrié l'essentiel de son détachement, ne

laissant ici que ses aviateurs. Seule la Nouvelle-Zélande y maintiendra son petit bataillon d'infanterie et ses avions de transport.

Mais c'est surtout aux *confins des deux océans*, Indien et Pacifique, que se pose la question brûlante des eaux territoriales et, par voie de conséquence, celle des détroits. Car l'extension des premières, envisagée à diverses reprises par les pays en cause, rendrait nationales les routes si importantes que constituent les passages suivants :

- les débouchés de la mer Rouge et du golfe Persique,
- le détroit de Malacca et ceux d'Indonésie.

Il va de soi que les grandes puissances navales sont fondamentalement opposées à de telles mesures, à moins d'obtenir le droit de libre circulation dans ces passages, pour leurs navires. Ce problème se pose plus particulièrement pour le détroit de Malacca. Une solution de rechange a été proposée qui consisterait à creuser un canal dans la mince langue de terre qui sépare la mer d'Amadan du golfe de Thaïlande. Mais la Thaïlande, à qui appartient le territoire en cause, n'approuve nullement un tel projet. Car elle ne voudrait pas être impliquée dans les complications internationales qui pourraient surgir du fait de ce passage.

Quant à la *Malaisie*, elle fait partie de l'accord des Cinq, signé par elle avec la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Singapour. Mais, comme nous venons de constater, le retrait britannique enlève à ce traité sa véritable garantie. De ce fait, les responsables locaux préféreraient une neutralisation de l'Asie du sud-est.

L'*Indonésie*, elle, occupe, avec ses îles et ses 130 millions d'habitants, une position-clé aux confins inter-océaniques, où elle domine les voies maritimes entre les mers et les continents.

Déclarant territoriales les eaux qui séparent ces îles, elle entend régner sur une surface égale à celle des Etats-Unis et elle proclame la thèse d'une « mer de paix ». Sa politique est celle d'un équilibre des forces dans l'entre-deux-mers. Mais considérant l'Amérique comme la nation dominante de l'Ouest, c'est avec elle qu'elle négocie. Elle semble défendre le point de vue du président Nixon d'un dégagement limité des USA en Asie, avec cependant le maintien d'une certaine présence visible, donc crédible. Cette vue traduit fort bien la « Realpolitik » du président Suharto, qui a d'ailleurs entrepris un certain rapprochement avec l'autre Grand.

Moscou, pour sa part, observe une attitude conciliante vis-à-vis de l'Indonésie. Car, en raison de la position exceptionnelle de celle-ci, les chefs soviétiques voudraient bien reprendre des relations normales avec Djakarta.

Or le président Souharto rejette le principe du système de sécurité asiatique tel que l'envisage le Kremlin. Toutefois des rapports d'ordre culturel et économique vont s'intensifier entre l'Indonésie et l'Union Soviétique. Celle-ci ne cesse de formuler des accusations contre la Chine et offre discrètement sa garantie à Djakarta contre le « péril jaune ».

Or, avec Pékin, dont Soukarto avait été l'associé direct lors de la fameuse conférence de Bandoeng, Souharto reprend peu à peu des relations normales. Par ailleurs, l'Indonésie fait toujours partie de l'ASEAN, avec la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et Singapour. Mais il est étonnant qu'une nation placée à une position-clé entre les deux océans ne possède pas une marine ajustée à sa mission. Or, sur les 266 000 hommes de ses forces armées, 39 000 seulement appartiennent à sa flotte. C'est vraiment peu, compte tenu de la vocation maritime de ce pays entouré de mers de toutes parts. Fort heureusement, l'Australie voisine aide et encourage les efforts que devra entreprendre l'Indonésie dans ce domaine. A vrai dire Souharto accorde une attention toute particulière aux deux « triangles » dont son pays constitue le sommet commun : Indonésie, Singapour, Malaisie, d'une part, Indonésie, Japon, Australie, de l'autre.¹

Quant à l'*Australie* voisine, elle est prête à se défendre sur ses deux façades maritimes, celle de l'océan Indien et celle du Pacifique. Mais la présence navale russe va l'obliger à prévoir une plus solide organisation de sa côte occidentale, actuellement dépourvue à ce point de vue.

En réalité, se sentant quelque peu isolée, ne craignant nullement une invasion, elle n'a mis sur pied qu'une force totale de sensiblement 70 000 hommes, dont à peine plus de 16 000 pour la marine. En outre, cette dernière doit être modernisée. Par contre, l'Australie a concédé des facilités militaires aux Etats-Unis, qui ont installé ici des organisations de télécommunications pour le service de cinq satellites, dont trois militaires. Car elle et la Nouvelle-Zélande restent unies aux USA par l'ANZUS. C'est à Pine Gap, au centre de l'Australie, que s'établit la liaison avec le satellite d'alerte, chargé de signaler tout lancement, au-dessus de l'océan

¹ Cf. « Indonesia's future and South-East Asia », de Peter Polomka (Adelphi Papers N° 104).

Indien, de fusées intercontinentales à partir de la Russie ou de la Chine. Des stations semblables assurent la coordination entre le Pentagone et les sous-marins nucléaires américains circulant dans ce secteur.

Toute cette organisation semblait être remise en cause par l'arrivée au pouvoir du parti travailliste à Canberra. C'était le fonctionnement de toute cette chaîne de renseignements et de liaison qui était menacé. Fort heureusement, le nouveau gouvernement avait rassuré Washington et il avait refusé, par ailleurs, l'installation d'une station russe sur son territoire. Il n'en demeure pas moins que, tout en restant fidèle au Pacte, Canberra voulait alors prendre quelque distance vis-à-vis de l'Amérique et se rapprocher de l'Asie, où, à vrai dire, l'Australie bénéficie d'une certaine solidarité qui s'instaure entre elle et le Japon, ainsi qu'avec l'Indonésie. Mais elle a toujours tenu à la garantie américaine et la collaboration avec Washington va être renforcée pour le nouveau gouvernement.

Il faut regretter cependant l'attitude « anti-apartheid » australienne, qui s'est traduite par la demande d'exclusion de l'ONU de l'Afrique du Sud, pourtant la gardienne de la route du Cap, et position occidentale avancée dans l'hémisphère sud.

L'AFRIQUE DU SUD ET LA FAÇADE AFRICAINE DE L'OCÉAN INDIEN

Nous avons déjà souligné la valeur exceptionnelle de la position de l'*Afrique du Sud* sur la grande route des Indes et du pétrole.

A côté d'elle, la *Somalie*, elle, est au service de la politique d'expansion soviétique. Un traité d'alliance la lie à l'URSS. Et M. Schlesinger, alors ministre américain de la Défense, a même déclaré, devant une commission du Sénat, que des fusées russes avaient été stockées à Berbéra, qui est devenu une base soviétique. Mogadiscio, également, est un remarquable poste d'observation et de liaison pour les navires rouges qui abordent ici fréquemment. Moscou semble d'ailleurs favoriser les aspirations somaliennes sur Djibouti. A vrai dire, et tout en poursuivant une expérience socialiste originale, le général Barre s'efforce de pratiquer entre l'URSS, la Chine, les Etats-Unis et l'Europe une politique d'heureux compromis. Tout en acceptant l'aide militaire russe, concrétisée par les officiers soviétiques qui instruisent les 23 000 hommes de l'armée somalienne, dotée notamment de chars T-34 et de Mig-15 et Mig-17, il bénéficie de la collaboration chinoise. Celle-ci se traduit par l'exécution de travaux de

génie civil, de la construction d'un remarquable réseau routier, œuvre de 1500 techniciens venus de la grande république rouge d'Asie.

A côté de ce concours, il y a celui des Etats-Unis, qui se traduit par des travaux d'adduction d'eau et la construction de divers instituts. En outre, des coopérants italiens sont présents dans ce pays, qui a confié à une société française la mise sur pied d'un programme de télévision au service de l'éducation nationale. Les relations avec Paris sont normales, en dépit du problème posé par les revendications sur Djibouti et les efforts entrepris en vue d'une « réunion de toutes les tribus somalies ». Ayant pris des contacts avec les autres pays de son continent, la Somalie insiste sur sa spécificité, « ni arabe ni africaine, mais à mi-chemin entre l'arabité et la négritude »¹.

Le *Kenya*, sous la direction de Kenyatta, représente, en dépit des différends tribaux toujours sous-jacents, un pays somme toute paisible, à développement économique libéral, grâce à la forte personnalité de son chef. Ce dernier aurait voulu pratiquer des rapports de bon voisinage avec les pays de la région. Mais il a affaire, en Ouganda, au président et maréchal Amin Dada, dont l'étonnante politique de grandeur ne se prête guère à la collaboration souhaitée par le patriarche du Kenya. Quant à la *Tanzanie*, elle est ouverte aux influences russe et chinoise et son socialisme d'Etat est très différent du régime de Nairobi. C'est d'ailleurs dans la construction du chemin de fer destiné à relier Dar-es-Salam aux mines de cuivre du Zambie que devait s'exprimer, sur 1850 km de voie ferrée, l'action de Pékin. A vrai dire, après la « libération » des anciennes possessions portugaises, cette immense entreprise a perdu de son importance, n'étant plus indispensable. Et pourtant 1000 Chinois ont travaillé à cette construction, avec 30 000 Africains. . .

Par ailleurs, le *Mozambique*, devenu libre, a ouvert la voie à l'influence soviétique, plus qu'à celle de la Chine.

Quant aux *Comores*, ils ont demandé leur indépendance, sauf l'île de Mayotte, mais leurs responsables ont exprimé leur volonté de maintenir de bonnes relations avec la France. Il est difficile d'émettre un avis sûr sur l'avenir de cet archipel.

A *Madagascar*, après les divers changements intervenus, la France a perdu une base stratégique importante. Il est d'ailleurs impossible de

¹ Cf. « Somalie 1975: an VI de la révolution » de Philippe Decraene (Le Monde du 26 mars 1975).

prévoir l'évolution de la « grande île », où l'opposition entre Merina et côtiers subsiste. Mais la Réunion ne remplacera qu'imparfaitement la position française évacuée à Diégo Suarez.

Il en est de même pour l'*Ile Maurice* et les *Seychelles*. Là encore, l'Union Soviétique cherche à s'implanter en demandant des facilités portuaires. Fort heureusement, les positions occidentales sont préservées dans une certaine mesure par la base USA de *Diégo Garcia*.

Mais le rôle de gardien de la route du Cap incombe toujours à l'*Afrique du Sud*. Il est profondément regrettable que la Grande-Bretagne ait cru devoir quitter Simonstown, où des organisations dans trois étages souterrains permettent de contrôler et de diriger la navigation sur la grande route du pétrole, voie vitale pour la défense occidentale. Dans ce centre exceptionnel, tous les mouvements de navires sont enregistrés sur ordinateur. Quel avantage pour la conduite éventuelle d'une guerre sous-marine. . .

Quant au port de guerre existant ici, il est l'objet, de la part du gouvernement de Prétoria, de constantes améliorations et il doit être aménagé pour le séjour simultané d'une cinquantaine de navires. En particulier, il est question d'une augmentation des facilités portuaires pour sous-marins. Il convient de noter que, même après son départ de Simonstown, la Grande-Bretagne conserve le droit d'utiliser cette base en cas de conflit.

La France a largement armé l'Afrique du Sud, notamment en lui fournissant des avions Mirage et, maintenant, de nombreux matériels sont fabriqués sur place sous licence. Les intérêts locaux sont donc préservés.

L'exceptionnelle richesse de ce pays, dont le taux d'expansion est supérieur à celui des puissances industrielles d'Europe et d'Amérique, lui permet, fort heureusement, une certaine autarcie qui le met à l'abri des mesures de discrimination dont il est parfois l'objet de la part même des grands Etats blancs. Et sa défense nationale est assurée par des ressources essentiellement sud-africaines.

Et pourtant, un contrôle vraiment efficace et total de la route du Cap exigerait une participation étroite des pays européens du Pacte et des Etats-Unis, face à la menace soviétique. Car il est loin le temps où, de l'Amérique du Sud aux côtes australiennes, l'Occident échelonnait ses défenses. . .

Or, une certaine évolution de la politique sud-africaine devrait rendre possible ici la coopération de l'ensemble de l'Occident. Certes, l'apartheid

subsiste encore. Mais le développement parallèle des territoires blancs et noirs de l'Union, ainsi qu'une disparition progressive de la distinction entre citoyens de toutes races, devraient entraîner la levée de toutes ces mesures prises à l'encontre de l'Etat du sud. D'autant plus que les instances internationales, si sévères pour les dirigeants de Prétoria, ne manifestent nullement la même rigueur vis-à-vis d'autres pays, très peu respectueux des libertés humaines.

* * *

Au terme de nos évocations successives, l'océan Indien nous apparaît bien comme cette possible « mer des tempêtes », décrite par Wolfgang Höpker, dans un ouvrage qui vient de sortir des presses¹. Car la grande voie du pétrole est maintenant le lieu de rencontre des grandes compétitions géopolitiques et géostratégiques du moment.

Sur le plan militaire, nous y avons décelé la rivalité entre les deux Grands surtout. Elle se concrétise avant tout par une grande présence navale. Et, pour les Russes, celle-ci reflète la grande ascension d'une nation, jadis la grande puissance de terre par excellence, que Mackinder nous décrivait au cœur du « Heartland », c'est-à-dire au centre de l'Eurasie, mais dépourvue de grands débouchés maritimes. Et c'est précisément ici que se manifeste l'une des plus remarquables mutations contemporaines, par la progression navale soviétique sur tous les océans.

A vrai dire, déjà les Romanov avaient rêvé de cet « accès aux mers chaudes » que viennent de réaliser leurs successeurs communistes qui, pour exercer leur poussée sur l'eau, ont acquis une marine devenue la deuxième du monde par le nombre, la première même par la jeunesse, en fait temporairement. Car déjà les Etats-Unis – qui ne sauraient admettre la primauté navale russe – ont à leur tour procédé à une nouvelle modernisation de l'US NAVY qui, à tous points de vue, va s'efforcer sans doute de reconquérir la première place.

Quoi qu'il en soit, les navires russes s'affirment sur toutes les mers, sur l'océan Indien notamment, où couramment une escadre de 20 à 30 unités – dont des croiseurs et des sous-marins nucléaires, les uns et les autres dotés de missiles – croisent sur la grande voie du pétrole. Elles pro-

¹ « Wetterzone der Weltpolitik. Der Indische Ozean im Kräftespiel der Mächte », de Wolfgang Höpker (Editions Seewald).

viennent de la flotte du Pacifique, qui compte, selon la « Military Balance » de l'IISS de Londres, 105 sous-marins, dont 40 nucléaires et 60 navires de surface importants. Mais des renforts pourraient parvenir aussi du Nord, après la réouverture du canal de Suez, voire de la Baltique ou de la mer Blanche, par la voie du Canal des Cinq mers, comme nous l'avons déjà remarqué.

Sur les abords de l'océan Indien, de nombreuses facilités ont été obtenues pour la marine rouge. Egalement pour les bateaux de commerce soviétiques, dont les appareils sophistiqués laissent supposer qu'ils servent aussi à des fins non marchandes.

Quant aux Etats-Unis, ils ont pris conscience, lors de la récente crise du pétrole, de l'importance économique et stratégique de cette artère. Et nous relèverons la remarque d'Anthony Harrigan¹: « La dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole du Moyen-Orient repousse à l'océan Indien et au golfe Persique notre sécurité. Le retrait de la Grande-Bretagne a permis un rapide accroissement de la puissance soviétique dans les régions jadis garanties par l'hégémonie britannique. »

D'où, d'une part, les nouvelles relations de Washington avec les riches de l'or noir du Proche-Orient; de l'autre, cette présence militaire accrue sur l'océan Indien, alors que, précédemment, seules les sociétés pétrolières USA s'étaient vraiment intéressées au secteur du golfe Persique.

Actuellement, la compétition avec les forces soviétiques est engagée ici de deux façons. D'abord par tout ce réseau d'investigations, de transmissions et de commandement qui doit permettre, comme nous l'avons constaté, une réaction immédiate efficace des responsables américains contre toute menace venant de l'air, de terre ou de mer, tant est complète l'observation, notamment dans l'espace.

Ensuite, à la suite d'une décision prise en 1974, un « Task Group Indian Ocean » a fait son apparition sur la voie du pétrole. Il s'agit là d'une formation groupée autour d'un porte-avions et qui est susceptible d'être renforcée.

En outre, il faut signaler la présence, à Bahrein, d'un détachement composé de deux destroyers et d'un navire de commandement. Mais surtout la présence, en Méditerranée, de la 6^e Flotte – 2 porte-avions et 14

¹ Cf. « Le golfe Persique et l'océan Indien occidental dans le programme de défense américain » par Anthony Harrigan (Le Monde Moderne 1975, N° 6).

navires de surface – et, dans le Pacifique, de la 7^e Flotte – 3 porte-avions et 28 navires de surface – permettrait un renforcement rapide et notable des forces navales USA de l’océan Indien.

C’est surtout la 7^e Flotte que devrait mettre en œuvre ici le centre de Diégo Garcia, dont il est inutile de souligner l’importance primordiale dans l’organisation d’une action d’envergure dans la zone considérée. Mais la défense sera parfaite ici le jour où la souhaitable coopération avec l’Afrique du Sud aura été mise au point. Par ailleurs, les bonnes relations établies entre l’Iran, l’Arabie séoudite et les émirats du golfe apportent au secteur un élément de stabilité, favorable, tout compte fait, à l’action américaine et occidentale.

Plus à l’est, les intérêts de la défense commune sont assurés par l’ANZUS et l’ASEAN. Et, dans l’immédiat tout au moins, les relations sino-américaines sont bonnes. Car, à Pékin, l’on s’inquiète surtout de la menace soviétique. Et un certain « containment » de l’URSS fait en quelque sorte des Etats-Unis et de la Chine des alliés de fait. Provisoirement peut-être. . .

La *compétition économique* entre les partenaires si différents du *Nord*; d’une part, du *Sud*, de l’autre, pourrait d’ailleurs aboutir ici à des répercussions susceptibles de jeter le trouble dans les rapports entre les pays en cause. Car ce qui est inquiétant dans ce secteur, c’est l’inégalité entre le tiers monde enrichi du pétrole et les petits pays du quart monde, plus dépourvus encore après la crise du liquide noir. A moins que les anciens pauvres, maintenant parvenus à l’opulence, ne consentent à faire bénéficier de leurs économies leurs frères restés dans le besoin. C’est ainsi d’ailleurs que l’émirat d’Abou Dhabi, d’après les déclarations de son souverain, le cheikh Zayed, réserve 15% de son revenu national à l’aide aux sous-développés. Et l’ensemble des émirats arabes unis fournit aux pays pauvres en cause 25% de son P.N.B., tant en dons qu’en prêts.

Mais, en raison de l’insensée augmentation du prix du pétrole, naissent des fortunes exceptionnelles au profit des producteurs de l’or noir. Par exemple, le Koweit, petit pays de 1 200 000 habitants, migrants compris, va se trouver à la tête de capitaux gigantesques dont l’investissement sur place s’avère impossible. Alors que simultanément la misère du Bangladesh s’aggrave s’il ne bénéficie pas d’une aide substantielle¹.

¹ Cf. « Un ordre meilleur pour tous », de Christian Stoffaës (Figaro du 11.10.75).

D'autres conséquences de la crise du pétrole vont se manifester en raison de certaines réactions des pays industrialisés, victimes de la surévaluation de cette denrée. Car, fidèles à leur principe de l'économie de marché, ils recherchent, souvent bien au-delà du raisonnable, des sources d'énergie de remplacement. D'où parfois un véritable gaspillage de capitaux dont on peut se demander si, en fin de compte, leur emploi irrationnel va être payant. . .

Et ce comportement inconsidéré ne va-t-il pas bouleverser totalement, en créant et en défaisant des monopoles et des richesses, l'ordre économique général actuel? Et quelles seront au juste les incidences possibles de ces faits dans le secteur de l'océan Indien et dans le monde entier? Il serait bien difficile de formuler une réponse à cette question.

Ces répercussions imprévisibles se manifesteront forcément, par voie de conséquence, sur le plan *politique*, où nous avons décelé tant de rivalités, mais aussi des regroupements.

A vrai dire, la « dyarchie », c'est-à-dire la solidarité de fait, des deux Grands ne joue guère sur l'océan Indien, où, par contre, la compétition entre Russes et Américains revêt une grande ampleur. Quant à l'influence chinoise, elle nous est apparue comme assez réduite, Elle se manifestera sans doute avec vigueur le jour où, disposant à son tour d'une force navale non seulement nombreuse, mais moderne, la Chine sera capable d'affronter les défis des deux Grands. Or, voici qu'elle se met à construire des sous-marins nucléaires et elle dispose déjà de l'arme majeure.

Par contre, les pays riverains de l'océan Indien affirment, isolément ou en groupes, des personnalités accusées et la valorisation de l'or noir favorise ici de véritables ascensions. Nous avons constaté notamment celle de l'Iran, qui s'annonce déjà comme l'un des potentiels Grands de l'univers politique de demain. A côté de lui, l'Arabie séoudite, nation-guide spirituelle des Arabes du Proche-Orient, incarne, avec les émirats du golfe notamment, et grâce au pétrole, une communauté riche et solide, au point de pouvoir un jour peut-être remettre en cause la suprématie des deux Grands dans ce secteur.

En bref, notre analyse de cette région nous a fait entrevoir un certain nouveau monde en gestation, multipolaire, certes, mais dont les contours encore imprécis projettent déjà leur ombre puissante sur l'eau calme de l'océan Indien.

F-T. S.